

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202012]

23 MARS 2017. — Décret insérant un Titre X/1 relatif aux aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités agricoles dans le Code wallon de l'Agriculture (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret s'inscrit dans le respect des dispositions des chapitres I^{er} et III, et plus particulièrement les articles 25, 26 et 30, du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 1^{er} juillet 2014 sous la référence "JO L 193 du 1.7.2014, p. 1-75", et des dispositions ultérieures complétant ou modifiant ledit Règlement.

Art. 2. L'article D.2, § 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture, est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o aides destinées à remédier aux dommages causés par une calamité agricole. ».

Art. 3. L'article D.37, § 1^{er}, du même Code est complété par un 24^o rédigé comme suit :

« 24^o la gestion des calamités agricoles. ».

Art. 4. Dans le Titre II, Chapitre III, du même Code, il est inséré une section 5bis, intitulée "Les traitements de données à caractère personnel de la commission communale de constat des dégâts".

Art. 5. Dans le Titre II, Chapitre III, section 5bis, il est inséré un article D.60/1 rédigé comme suit :

« Art. D.60/1. § 1^{er}. L'Administration utilise SIGeC pour la récolte et le traitement des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui sont confiées à la commission communale de constat des dégâts. L'Administration est responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

§ 2. L'Administration peut demander à des personnes autres que la personne concernée, des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui sont confiées à la commission communale de constat des dégâts. Elle justifie dans sa demande la nécessité de se procurer les données. La personne sollicitée en vertu du présent article transfère les données demandées.

§ 3. Moyennant le respect de l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et des conditions fixées dans ses arrêtés d'exécution, les données récoltées par l'Administration peuvent faire l'objet de traitement ultérieur uniquement à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

§ 4. Les traitements de données à caractère personnel respectent la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel traitées par l'Administration sont conservées le temps nécessaire pour assurer la réalisation des finalités poursuivies au titre X/1 du Code. »

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un Titre X/1 intitulé "Des aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités agricoles".

Art. 7. Dans le Titre X/1 inséré par l'article 6, il est inséré un article D.260/1 rédigé comme suit :

« Art. D.260/1. Au sens du présent titre et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o le bénéficiaire : la micro, la petite ou la moyenne entreprise ayant une activité agricole en Région wallonne visant directement ou indirectement la production de végétaux ou d'animaux ou de produits végétaux ou animaux au sens de l'article D.3, 1^o;

2^o la calamité agricole : soit

a) le phénomène naturel de caractère ou d'intensité exceptionnels;

b) l'action massive et imprévisible d'organismes nuisibles ayant provoqué des destructions importantes et généralisées de terres, de cultures ou de récoltes;

c) la maladie ou l'intoxication de caractère exceptionnel ayant provoqué des pertes importantes et généralisées d'animaux utiles à l'agriculture. »

Art. 8. Dans le même Titre X/1, il est inséré un article D.260/2 rédigé comme suit :

« Art. D. 260/2. Le Gouvernement alloue des aides destinées:

1^o à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles dans le secteur agricole;

2^o à compenser les dommages causés par des phénomènes climatiques défavorables pouvant être assimilés à une calamité naturelle;

3^o à remédier aux dommages causés par des maladies animales et des organismes nuisibles aux végétaux.

Ces aides sont octroyées aux conditions définies par les Règlements européens, les lignes directrices de l'Union européenne et les décisions de la Commission européenne concernant l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides d'état accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles. »

Art. 9. Dans le même Titre X/1, il est inséré un article D.260/3 rédigé comme suit :

« Art. D.260/3. Sauf dans les cas où la réparation est organisée par une législation particulière ou par des conventions internationales et à défaut de toute autre intervention financière, le Gouvernement alloue au bénéficiaire une aide financière destinée à réparer le dommage direct, matériel et certain causé par une calamité agricole à un bien agricole situé en Région wallonne.

Les biens, circonstances et dommages raisonnablement assurables ne tombent pas sous l'application du présent titre. Toute obligation contractuelle d'assurance imposée au bénéficiaire est présumée raisonnable de manière irréfragable. Le Gouvernement établit les risques et les dommages reconnus comme raisonnablement assurables.

Un événement qui a fait l'objet d'une reconnaissance comme calamité naturelle publique au sens du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques n'est pas reconnu comme calamité agricole au sens du présent décret.

Le droit à l'aide naît au moment du dommage. »

Art. 10. Dans le même Titre X/1, il est inséré un article D.260/4 rédigé comme suit :

« Art. D.260/4. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît chaque calamité agricole dans son étendue géographique et temporelle.

Les calamités agricoles qui présentent une unité temporelle, géographique, matérielle ou de par leurs effets peuvent être reconnues comme constituant une seule calamité agricole.

Le Gouvernement détermine les critères de reconnaissance de la calamité agricole, ainsi que la procédure y relative.

§ 2. Une commission communale de constat des dégâts constate les dégâts agricoles causés par une calamité agricole sur le territoire de la commune concernée et dresse un procès-verbal de constat des dégâts dont le contenu est fixé par le Gouvernement.

La commission communale est composée :

1° du bourgmestre ou de son représentant;

2° d'un agent de l'Administration;

3° d'un expert-agriculteur désigné par le collège communal;

4° d'un expert-agriculteur ou expert en matière agricole ou horticole désigné par l'Administration.

Le membre visé à l'alinéa 2, 1°, préside la commission communale.

Les membres visés à l'alinéa 2, 3° et 4°, sont désignés en raison de leur expertise et de leur compétence en matière agricole ou horticole.

Un agent du contrôle local des contributions directes est également invité aux réunions de la commission.

Le Gouvernement détermine les règles de désignation des membres de la commission, les règles de fonctionnement ainsi que les cas dans lesquels la commission communale ne se réunit pas. »

Art. 11. Dans le même Titre X/1, il est inséré un article D.260/5 rédigé comme suit :

« Art. D.260/5. Les dommages causés aux biens agricoles suivants peuvent donner lieu à l'aide :

1° les terres à destination agricole ou horticole;

2° les cultures, à l'exclusion des cultures exotiques;

3° les récoltes;

4° les animaux d'élevage visés à l'article D.3, 14°, utiles à l'agriculture.

Les personnes qui ont contribué à la survenance des dommages sont exclues du bénéfice de l'aide prévue par le présent décret, dans la mesure où cette survenance est due à leur fait ou à leur négligence.

Les dommages dus à un incendie, à la foudre ou à une explosion ne donnent pas lieu à l'aide.

Le Gouvernement peut préciser la liste des biens indemnifiables et la liste des biens et dommages pour lesquels l'aide est exclue. »

Art. 12. Dans le même Titre X/1, il est inséré un article D.260/6 rédigé comme suit :

« Art. D.260/6. Le Gouvernement détermine :

1° la procédure de l'octroi de l'aide, en ce compris les organes à consulter;

2° les conditions d'octroi de l'aide;

3° les montants de l'aide, les abattements, les majorations et diminutions;

4° les méthodes d'évaluation et de liquidation du dommage;

5° les mesures d'expertise et de contrôle.

Concernant le 3°, le Gouvernement peut déterminer un montant minimal et un montant maximal d'aide par bénéficiaire et par aide.

L'introduction d'une action en responsabilité en vue de la réparation du chef de dommage, ne fait pas obstacle à l'obtention de l'aide. »

Art. 13. Dans le même Titre X/1, il est inséré un article D.260/7 rédigé comme suit :

« Art. D.260/7. Un recours est ouvert au bénéficiaire à l'encontre des décisions prises en vertu du présent titre et de ses arrêtés d'exécution et selon les modalités établies par le Gouvernement.

Un comité régional en matière de calamité agricole examine les recours introduits et fait une proposition de décision au Ministre.

Un comité régional en matière de calamité agricole est constitué de :

1° un représentant du Ministre;

2° deux agents de l'Administration;

3° un expert en économie agricole;

4° trois représentants proposés par les associations agricoles wallonnes visées aux articles D.68 et D.69. »

Art. 14. Dans le même Code, l'article D.396 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° contrefait ou falsifie les documents en vue de l'obtention de l'aide visée au titre X/1. »

Art. 15. Dans la première colonne de l'annexe au Code wallon de l'Agriculture, un 24° est ajouté, auquel correspondent, dans la deuxième colonne, les catégories suivantes :

« 1°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8° ».

Art. 16. Dans l'article 3 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, les mots "en vertu de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par les calamités naturelles" sont remplacés par les mots "en vertu du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques et du titre X/1 du Code wallon de l'Agriculture".

Art. 16. Est abrogée la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 1^{er} juin 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 mars 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-Etre animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 737 (2016-2017), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 mars 2017.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202012]

23. MÄRZ 2017 — Dekret zur Aufnahme eines neuen Titels X/1 über die Beihilfen zur Behebung der durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden in das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret dient der Beachtung der Bestimmungen der Kapitel I und III und insbesondere der Artikel 25, 26 und 30 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, veröffentlicht im *Amtsblatt der Europäischen Union* vom 1. Juli 2014 unter der Fundstelle "ABl. L 193 vom 1. Juli 2014, S. 1-75" und der nachfolgenden Bestimmungen zur Ergänzung oder Änderung dieser Verordnung.

Art. 2 - Artikel D.2 § 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird durch Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° Beihilfen zur Behebung der durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden.»

Art. 3 - Artikel D.37 § 1 desselben Gesetzbuches wird durch Ziffer 24 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«24° die Bewältigung von landwirtschaftlichen Naturkatastrophen.»

Art. 4 - In Titel II Kapitel III desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt *5bis* mit dem Titel "Verarbeitung personenbezogener Daten der kommunalen Kommission zur Feststellung der Schäden" eingefügt.

Art. 5 - In Titel II Kapitel III Abschnitt *5bis* wird ein Artikel D.60/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.60/1 - § 1 - Die Verwaltung verwendet das InVeKoS-System für die Sammlung und Verarbeitung der personenbezogenen Daten, die zur Erfüllung der der kommunalen Kommission zur Feststellung der Schäden anvertrauten Aufgaben notwendig sind. Die Verwaltung ist für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten verantwortlich.

§ 2 - Die Verwaltung kann von anderen Personen als der betroffenen Person personenbezogene Daten, die zur Erfüllung der der kommunalen Kommission zur Feststellung der Schäden anvertrauten Aufgaben notwendig sind, anfordern. In ihrem Antrag rechtfertigt sie die Notwendigkeit, sich die Daten zu verschaffen. Die beantragten Daten werden durch die aufgrund des vorliegenden Artikels darum gebetene Person übertragen.

§ 3 - Vorbehaltlich der Einhaltung von Artikel 4, § 1 Ziffer 2 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art und der in dessen Ausführungserlassen festgesetzten Bedingungen können die von der Verwaltung eingeholten Daten Gegenstand einer späteren Verarbeitung ausschließlich zu historischen, statistischen oder wissenschaftlichen Zwecken sein.

§ 4 - Die Verarbeitung personenbezogener Daten beachtet die Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art.

Die von der Verwaltung verarbeiteten personenbezogenen Daten werden solange aufbewahrt, wie dies zur Erfüllung der von Titel X/1 des Gesetzbuches verfolgten Ziele erforderlich ist.»

Art. 6 - In dasselbe Gesetzbuch wird unter dem Titel "Beihilfen zur Behebung der durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden" ein Titel X/1 eingefügt.

Art. 7 - In Titel X/1, eingefügt durch Artikel 6, wird ein Artikel D.260/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.260/1 - Im Sinne des vorliegenden Titels und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Beihilfeempfänger: Das Kleinunternehmen, das kleine, oder das mittlere Unternehmen, das eine landwirtschaftliche Tätigkeit in der wallonischen Region ausübt, die direkt oder indirekt auf die Erzeugung von Pflanzen oder Tieren oder von pflanzlichen oder tierischen Erzeugnissen im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 1 abzielt;

2° landwirtschaftliche Naturkatastrophe: entweder

a) das aufgrund seiner Art oder seines Ausmaßes außergewöhnliche Naturereignis;

b) die massive und unvorhersehbare Einwirkung von Schadorganismen, die umfangreiche und flächendeckende Zerstörungen von Ländereien, Kulturen und Ernten verursacht hat;

c) die Krankheit oder Vergiftung mit Ausnahmecharakter, die umfangreiche und flächendeckende Verluste innerhalb des Bestands der landwirtschaftlichen Nutztiere verursacht hat.»

Art. 8 - In denselben Titel X/1 wird ein Artikel D.260/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D. 260/2 - Die Regierung gewährt Beihilfen für:

1° die Beseitigung von durch landwirtschaftliche Naturkatastrophen verursachten Schäden im Agrarsektor;

2° den Ausgleich der durch widrige Witterungsverhältnisse, die einer Naturkatastrophe gleichzusetzen sind, verursachten Schäden;

3° den Ausgleich der Schäden durch Tierkrankheiten und Schadorganismen der Pflanzen.

Diese Beihilfen werden gewährt unter den durch die europäischen Verordnungen, die Rahmenregelungen der Europäischen Union und die Beschlüsse der Europäischen Kommission betreffend die Anwendung der Artikel 107 und 108 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 festgelegten Bedingungen.»

Art. 9 - In denselben Titel X/1 wird ein Artikel D.260/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.260/3 - Außer in den Fällen, in denen die Wiedergutmachung durch besondere Gesetze oder internationale Abkommen geregelt wird, und in Ermangelung jeglicher sonstigen finanziellen Intervention gewährt die Regierung dem Beihilfeempfänger eine finanzielle Beihilfe zur Wiedergutmachung des direkten, materiellen und erwiesenen Schadens, der an einem landwirtschaftlichen Gut auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch eine landwirtschaftliche Naturkatastrophe entstanden ist.

Die Güter, Umstände und Schäden, die angemessen versicherbar sind, fallen nicht in den Geltungsbereich des vorliegenden Titels. Jegliche dem Beihilfeempfänger auferlegte vertragliche Versicherungspflicht gilt unwiderlegbar als angemessen. Die Regierung legt die Gefahren und Schäden fest, die als angemessen versicherbar anerkannt werden.

Ein Ereignis, das Gegenstand einer Anerkennung als allgemeine Naturkatastrophe im Sinne des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind, war, wird nicht als landwirtschaftliche Naturkatastrophe im Sinne des vorliegenden Dekrets anerkannt.

Der Anspruch auf die Beihilfe entsteht zum Zeitpunkt des Schadensfalls.»

Art. 10 - In denselben Titel X/1 wird ein Artikel D.260/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.260/4 - § 1 - Die Regierung erkennt jede landwirtschaftliche Naturkatastrophe in ihrem geografischen und zeitlichen Ausmaß an.

Die landwirtschaftlichen Naturkatastrophen, die zeitlich, geographisch, materiell oder durch ihre Auswirkungen eine Einheit bilden, können als eine einzige landwirtschaftliche Naturkatastrophe anerkannt werden.

Die Regierung legt die Kriterien zur Anerkennung der landwirtschaftlichen Naturkatastrophe sowie das entsprechende Verfahren fest.

§ 2 - Eine kommunale Kommission zur Feststellung der Schäden führt die Feststellung der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinde durch eine landwirtschaftlichen Naturkatastrophe verursachten landwirtschaftlichen Schäden durch und erstellt ein Protokoll zur Feststellung der Schäden, dessen Inhalt von der Regierung bestimmt wird.

Diese kommunale Kommission besteht aus:

- 1° dem Bürgermeister oder seinem Stellvertreter;
- 2° einem Bediensteten der Verwaltung;
- 3° einen vom Gemeindegremium benannten Sachverständigen-Landwirt;
- 4° einen von der Verwaltung benannter Sachverständigen-Landwirt oder Sachverständigen im Bereich Landwirtschaft oder Gartenbau.

Das in Absatz 2 Ziffer 1 genannte Mitglied gewährleistet den Vorsitz der kommunalen Kommission.

Die in Absatz 2 Ziffern 3 und 4 genannten Mitglieder werden aufgrund ihres Fachwissens und ihrer Sachkenntnis im Bereich Landwirtschaft oder Gartenbau auserwählt.

Ein Bediensteter der lokalen Kontrolle der direkten Steuern wird ebenfalls zu den Sitzungen der Kommission vorgeladen.

Die Regierung bestimmt die Regeln für die Benennung der Kommissionsmitglieder, die Geschäftsordnung sowie die Fälle, in denen die kommunale Kommission nicht tagt.»

Art. 11 - In denselben Titel X/1 wird ein Artikel D.260/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.260/5 - Die Schäden an den folgenden landwirtschaftlichen Gütern können zur Gewährung einer Beihilfe führen:

- 1° die Ländereien mit einer landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Zweckbestimmung;
- 2° die Kulturen, mit Ausnahme der exotischen Kulturen;
- 3° die Ernten;
- 4° die in der Landwirtschaft genutzten Zuchttiere nach Artikel D.3 Ziffer 14.

Personen, die dem eingetretenen Schaden Vorschub geleistet haben, werden in dem Maße, wie das Eintreten des Schadens auf eine Handlung oder Fahrlässigkeit ihrerseits zurückzuführen ist, von der in vorliegendem Dekret vorgesehenen Beihilfe ausgeschlossen.

Für Schäden infolge von Brand, Blitzschlag oder Explosion wird die Beihilfe nicht gewährt.

Die Regierung kann die Liste der Güter, für die eine Schadenersatzzahlung möglich ist und die Liste der Güter und Schäden, die von der Beihilfe ausgeschlossen werden, festlegen.»

Art. 12 - In denselben Titel X/1 wird ein Artikel D.260/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.260/6 - Die Regierung bestimmt:

- 1° das Verfahren für die Gewährung der Beihilfe einschließlich der zu Rate zu ziehenden Organe;
- 2° die Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe;
- 3° die Beihilfebeträge, die Nachlässe, die Erhöhungen und Verringerungen;
- 4° die Methoden für die Schadensbeurteilung und die Schadensabwicklung;
- 5° die Sachverständigengutachten und Kontrollmaßnahmen.

Zur Anwendung von Ziffer 3 kann die Regierung einen Mindest- und einen Höchstbetrag pro Beihilfeempfänger und pro Beihilfe festlegen.

Die Einleitung einer Haftpflichtklage zwecks der Wiedergutmachung des Schadens steht der Inanspruchnahme der Beihilfe nicht entgegen.»

Art. 13 - In denselben Titel X/1 wird ein Artikel D.260/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.260/7 - Eine Beschwerde kann von dem Beihilfeempfänger gegen die aufgrund des vorliegenden Titels und seiner Ausführungserlasse und nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten getroffenen Beschlüsse eingereicht werden.

Ein regionaler Ausschuss im Bereich landwirtschaftliche Naturkatastrophen prüft die eingereichten Beschwerden und unterbreitet dem Minister einen Beschlussentwurf.

Der regionale Ausschuss im Bereich landwirtschaftliche Naturkatastrophen wird aus folgenden Personen gebildet:

1° ein Vertreter des Ministers;

2° zwei Bedienstete der Verwaltung;

3° ein Experte der Agrarwirtschaft;

4° drei Vertreter, die von den wallonischen Bauernverbänden nach Artikel D.68 und D.69 vorgeschlagen werden.»

Art. 14 - In demselben Gesetzbuch wird Artikel D.396 durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° der Dokumente trügerisch nachahmt oder fälscht, um die in Titel X/1 erwähnte Beihilfe zu erlangen.»

Art. 15 - In der ersten Sparte des Anhangs zum wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft wird eine Ziffer 24 hinzugefügt, der in der zweiten Sparte die folgenden Kategorien entsprechen:

«1°, 4°, 5°, 6°, 7° und 8°».

Art. 16 - In Artikel 3 des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen wird die Wortfolge "kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Ersatzleistung bei bestimmten Schäden an Privatgütern durch Naturkatastrophen" durch die Wortfolge "kraft des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind und des Titels X/1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft" ersetzt.

Art. 17 - Das Gesetz vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden wird aufgehoben.

Art. 18 - Das vorliegende Dekret tritt an einem von der Regierung festzulegenden Datum und spätestens am 1. Juni 2017 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie

C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen

P.-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2016-2017*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 737 (2016-2017) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. März 2017

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202012]

23 MAART 2017. — Decreet tot invoeging, in het Waalse Landbouwwetboek, van een Titel X/1 betreffende de steun bij schade veroorzaakt door landbouwrampen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de hoofdstukken I en III, en meer bepaald de artikelen 25, 26 en 30 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1-75), en de latere bepalingen tot aanvulling of wijziging van bedoelde Verordening.

Art. 2. Artikel D.2, § 1, van het Waalse Landbouwwetboek wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° steun bij schade veroorzaakt door een landbouwramp. »

Art. 3. Artikel D.37, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 24°, luidend als volgt :

« 24° het beheer van landbouwrampen. »

Art. 4. In Titel II, Hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt er een afdeling *5bis* ingevoegd, met als opschrift "De verwerkingen van persoonsgegevens van de gemeentelijke commissie voor de vaststelling van schade".

Art. 5. In Titel II, Hoofdstuk III, afdeling *5bis*, wordt er een artikel D.60/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D. 60/1. § 1. De Administratie maakt gebruik van het GBCS voor de verzameling en de behandeling van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de voortzetting van de opdrachten die toevertrouwd worden aan de gemeentelijke commissie voor de vaststelling van schade. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens.

§ 2. De Administratie kan aan andere personen dan de betrokken persoon persoonsgegevens vragen die nodig zijn voor de voortzetting van de opdrachten die toevertrouwd worden aan de gemeentelijke commissie voor de vaststelling van schade. In haar aanvraag toont ze aan dat het noodzakelijk is om deze gegevens te bezitten. De opgevraagde gegevens worden dan overgemaakt door de persoon bij wie de gegevens krachtens dit artikel worden opgevraagd.

§ 3. Met inachtneming van artikel 4, § 1, 2°, van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van verwerkingen van persoonsgegevens en van de voorwaarden vastgesteld in de uitvoeringsbesluiten kunnen de gegevens ingezameld door de administratie bevoegd voor landinrichting later enkel verwerkt worden met een geschiedkundig, statistisch of wetenschappelijk doeleinde.

§ 4. Verwerkingen van persoonsgegevens worden verricht met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De persoonsgegevens behandeld door de administratie worden zolang bewaard als nodig om de doeleinden nagestreefd door titel X/1 van het Wetboek te verwezenlijken. »

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt er een Titel X/1 ingevoegd, met als opschrift : "Steun bij het verhelpen van schade bij landbouwrampen".

Art. 7. In Titel X/1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel D.260/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.260/1. In de zin van deze titel en zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° de begunstigde : de micro-onderneming, de kleine of middelgrote onderneming die een landbouwactiviteit in het Waalse Gewest heeft die rechtstreeks of onrechtstreeks de productie beoogt van gewassen of dieren of van producten van gewassen of dieren in de zin van artikel D.3, 1°;

2° de landbouwramp : ofwel

a) het natuurverschijnsel met een uitzonderlijk karakter of een uitzonderlijke hevigheid;

b) de massieve en onvoorzienbare werking van schadelijke organismen die belangrijke en algemene vernielingen hebben teweeggebracht van gronden, teelten of oogsten;

c) de ziekten en vergiftigingen met een uitzonderlijk karakter die belangrijke en veralgemeende verliezen van voor de landbouw nuttige dieren hebben veroorzaakt. »

Art. 8. In dezelfde Titel X/1 wordt een artikel D.260/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D. 260/2. De Regering kent steun toe :

1° voor het verhelpen van schade bij natuurrampen in de landbouwsector;

2° voor de compensatie van schade door ongunstige klimaatverschijnselen die met een natuurramp gelijkgesteld kunnen worden;

3° voor het verhelpen van schade veroorzaakt door dierenziektes en voor gewassen schadelijke organismen.

Die steun wordt verleend tegen de voorwaarden omschreven in de Europese verordeningen, de richtsnoeren van de Europese Unie en de beslissingen van de Europese Commissie betreffende de toepassing van artikelen 107 en 108 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren. »

Art. 9. In dezelfde Titel X/1 wordt een artikel D.260/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.260/3. Behoudens in de gevallen waarin het herstel georganiseerd wordt door een bijzondere wetgeving of internationale overeenkomsten en bij gebreke van iedere andere financiële interventie kent de Regering de begunstigde financiële steun toe voor het verhelpen van de rechtstreekse, materiële en vaststaande schade veroorzaakt door een landbouwramp op een landbouwbedrijf gelegen in het Waalse Gewest.

De goederen, omstandigheden en schade die redelijkerwijs verzekeraar zijn vallen niet onder deze titel. Elke verplichting uit een verzekeringscontract die de begunstigde te beurt valt wordt op onweerlegbare wijze geacht, redelijk te zijn. De Regering stelt de erkende risico's en schade vast die als redelijkerwijs verzekeraar worden geacht.

Een gebeurtenis die erkend wordt als algemene natuurramp in de zin van het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen wordt niet als landbouwramp in de zin van dit decreet beschouwd.

Het recht op steun ontstaat op het ogenblik van de schade. »

Art. 10. In dezelfde Titel X/1 wordt een artikel D.260/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.260/4. § 1. De Regering erkent iedere landbouwramp in diens geografische uitgestrektheid en in de tijd.

Landbouwrampen die een eenheid van tijd, oppervlakte, materieel of gevolgen vertonen kunnen erkend worden als één enkele landbouwramp vormend.

De Regering bepaalt de erkenningscriteria van de landbouwramp, evenals de desbetreffende procedure.

§ 2. Een gemeentelijke commissie tot vaststelling van de schade stelt de landbouwschade vast, veroorzaakt door een landbouwramp op het grondgebied van betrokken gemeente en stelt een proces-verbaal op tot vaststelling van de schade, waarvan de inhoud door de Regering bepaalt wordt.

De gemeentelijke commissie bestaat uit:

1° de burgemeester of diens vertegenwoordiger;

2° een personeelslid van de administratie;

3° een landbouwer-deskundige, aangewezen door het gemeentecollege;

4° een landbouwer-deskundige of een deskundige in land- of tuinbouwzaken, aangewezen door de administratie.

Het lid bedoeld in 2, 1°, zit de gemeentelijke commissie voor.

De leden bedoeld in lid 2, 3° en 4°, worden aangewezen wegens hun deskundigheid en hun competentie in land- of tuinbouwzaken.

Een personeelslid van de plaatselijke controle van de directe belastingen wordt eveneens uitgenodigd op de vergaderingen van de commissie.

De Regering bepaalt de regels voor de aanwijzing van de commissieleden, de werkingsregels evenals de gevallen waarin de gemeentelijke commissie niet samenkomt. »

Art. 11. In dezelfde Titel X/1 wordt een artikel D.260/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.260/5. De schade veroorzaakt aan volgende landbouwgoederen kan aanleiding tot steun geven :

1° grond met een land- of tuinbouwbestemming;

2° gewassen, onder uitsluiting van exotische gewassen;

3° oogsten;

4° fokdieren bedoeld in artikel D.3, 14°, nuttig voor de landbouw.

De personen die bijgedragen hebben tot het zich voordoen van de schade worden van de bij dit decreet voorziene steun uitgesloten voor zover het zich voordoen van de schade toe te schrijven is aan hun handelen of hun nalaten.

Schade toe te schrijven aan brand, blikseminslag of ontploffing geeft niet aanleiding tot steun.

De Regering kan de lijst van vergoedbare goederen en de lijst van de goederen en de schade waarvoor de steun uitgesloten is, nader omschrijven. »

Art. 12. In dezelfde Titel X/1 wordt een artikel D.260/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.260/6. De Regering bepaalt :

1° de procedure voor de toekenning van de steun, met inbegrip van de te raadplegen organen;

2° de voorwaarden voor de toekenning van de steun;

3° de bedragen van de steun, de kortingen, vermeerderingen en verminderingen;

4° de methodes voor de beoordeling en vereffening van de schade;

5° de maatregelen voor de expertise en de controle.

Betreffende 3° kan de Regering een minimaal en een maximaal steunbedrag per begunstigde en per steun bepalen.

Het instellen van een vordering tot aansprakelijkheid met het oog op herstel wegens schade belemmert het verkrijgen van de steun niet. »

Art. 13. In dezelfde Titel X/1 wordt een artikel D.260/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. D.260/7. De begunstigde beschikt over een mogelijkheid tot beroep tegen de beslissingen die krachtens deze titel en zijn uitvoeringsbesluiten genomen zijn en volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering.

Een gewestelijk comité inzake landbouwrampen behandelt de ingediende beroepen en maakt de Minister een voorstel tot beslissing over.

Een gewestelijk comité inzake landbouwrampen bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° twee personeelsleden van de Administratie;

3° een deskundige in de landbouweconomie;

4° drie vertegenwoordigers voorgedragen door de Waalse landbouwverenigingen bedoeld in de artikelen D.68 en D.69. »

Art. 14. In hetzelfde Wetboek wordt artikel D.396 aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° hij die de documenten met het oog op het krijgen van de steun bedoeld in titel X/1 namaakt of vervalst. »

Art. 15. In de eerste kolom van de bijlage bij het Waalse Landbouwwetboek wordt een punt 24° toegevoegd, overeenstemmend met volgende categorieën in de tweede kolom:

« 1°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8° ».

Art. 16. In artikel 3 van het programma-decreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit worden de woorden "krachtens de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen" vervangen door de woorden "decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen en titel X/1 van het Waalse Landbouwwetboek".

Art. 17. De wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen wordt opgeheven.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op de datum, vastgesteld door de Regering, en uiterlijk op 1 juni 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement 737 (2016-2017), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 maart 2017.

Bespreking.

Stemming.